



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2013

Exercice social | Du 1^{er} janvier au 30 juin

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
COMPTES SEMESTRIELS RESUMES	6
1. Etat de la situation financière consolidée	6
2. Compte de résultat consolidé	7
3. Tableau de flux de trésorerie	8
4. Variation des capitaux propres part du groupe	9
5. Annexes des comptes consolidés	10
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	18
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	19

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni en date du 11 septembre 2013 sous la Présidence de Monsieur Christian Aubert, afin de procéder à l'examen des comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2013 pour l'activité au cours du premier semestre 2013. Ces chiffres sont présentés selon les normes IFRS.

Commentaires généraux sur l'activité

Le semestre a été marqué par une stabilité de l'activité tant en termes de taux de productivité que de tarifs de vente. Le volume de demandes de la part des grands clients, tout secteur confondu, est resté d'un bon niveau.

Après avoir constaté une baisse des effectifs productifs à la fin du premier trimestre, ceux-ci ont nettement remonté au cours du second trimestre.

La France a vu son chiffre d'affaires légèrement reculer sous l'effet des deux jours de facturation en moins mais l'activité commerciale est restée extrêmement dynamique. La rentabilité opérationnelle a de nouveau progressé. L'Italie a connu un début d'année un peu plus difficile avec une montée en charge tardive, sur la fin du semestre, des projets gagnés. La société italienne Blue Sof Consulting a été intégrée à partir du 1^{er} avril. Le chiffre d'affaires attendu sur 2013 devrait être supérieur au budget arrêté mais avec une rentabilité opérationnelle inférieure au standard du groupe. Sur la péninsule ibérique, le climat des affaires est en amélioration et la croissance organique est redevenue positive. Enfin, la zone Belgique-Luxembourg demeure difficile avec une demande stable au Luxembourg et atone en Belgique.

Malgré le calendrier défavorable, le taux de marge opérationnel du groupe s'établit à 6,3% au 30 juin 2013 contre 6,7% sur la même période en 2012, parfaitement en ligne avec les anticipations du groupe. A nombre de jours ouvrés identiques, le taux de rentabilité du semestre aurait été en amélioration.

La bonne maîtrise des coûts non récurrents et des frais financiers a permis de dégager un résultat net en forte croissance à +35,6%.

Au 30 juin 2013, la dette nette ressort à 7,3 M€ après la prise en compte d'une trésorerie disponible de 9,0 M€. Les principales opérations du semestre ont porté sur : les acquisitions de titres Aubay Italie, BSC, et Aedian pour un montant global de 8,1 M€, le rachat de titres d'autocontrôle pour 853 K€, et le versement de dividende aux actionnaires pour 1 M€.

Au 30 juin 2013, l'effectif total du groupe s'élève à 2 912 collaborateurs en progression par rapport au 30 juin 2012 (2 739 collaborateurs) et au 31 décembre 2012 (2 674 collaborateurs).

Les principaux résultats sont ainsi résumés dans les tableaux ci-dessous :

En K€	30/06/2013	30/06/2012	Var.
Chiffre d'affaires	97 154	97 040	0,1%
Autres produits de l'activité	133	360	
Achats consommés et charges externes	(21 028)	(19 907)	
Charges de personnel	(69 220)	(69 808)	
Impôts et taxes	(997)	(1 081)	
Dotations aux amortissements et provisions	(378)	(453)	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	-	-	
Autres produits et charges d'exploitation	451	342	
Résultat opérationnel courant	6 115	6 493	(5,8%)
En % du CA	6,3%	6,7%	
Autres produits et charges opérationnels	(528)	(1 303)	
Résultat opérationnel	5 587	5 190	7,6%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		-	
Coût de l'endettement net	(385)	(465)	
Autres produits et charges financiers	246	164	
Résultat financier	(139)	(301)	
Charges d'impôt	(2 406)	(2 646)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences		-	
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	3 042	2 243	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	
Résultat net	3 042	2 243	35,6%
Part du groupe	2 978	2 144	3,1%
Intérêts minoritaires	64	99	

En M€	30/06/2013		30/06/2012		31/12/2012	
	CA	ROP* % marge	CA	ROP* % marge	CA	ROP* % marge
Groupe	97,2	6,3%	97,0	6,7%	185,6	8,2%
France	57,2	8,2%	59,0	7,2%	118,0	9,3%
International	40,0	5,6%	38,0	7,8%	67,6	8,1%
Corporate		(0,8%)		(0,7%)		(0,6%)

*Résultat Opérationnel Courant

Effectif fin de période	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
France	1 509	1 545	1 502
BéluX	280	312	299
Italie	915	670	666
Espagne	208	212	207
Total	2 912	2 739	2 674

Résultats du Groupe

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2013 ressort à 97,2 M€ en hausse de 0,1% par rapport au 97,0 M€ du premier semestre 2012.

Le résultat opérationnel courant atteint 6 115 K€ contre 6 493 K€ au premier semestre 2012, en baisse de 5,8%, soit un taux de marge de 6,3% contre 6,7% un an plus tôt. En France, le chiffre d'affaires s'élève à 57,2 M€ contre 59,0 M€ en 2012 en recul de 3,1%. Le taux de productivité est stable d'une année sur l'autre à 89%. La rentabilité opérationnelle courante a progressé et s'établit à 8,2% du chiffre d'affaires (soit 4,673 M€ dont 532 K€ de CICE) contre 7,2% (soit 4,226 M€) au 30 juin 2012 malgré un calendrier très défavorable marqué par deux jours de facturation en moins.

A l'international, le chiffre d'affaires s'établit au 30 juin 2013 à 40,0 M€ en hausse de 5,2% contre 38,0 M€ à la fin du 1^{er} semestre 2012. Le taux de productivité atteint 93% sur le semestre vs 94% ce qui explique en partie la baisse de la rentabilité opérationnelle courante qui est passée de 7,8% à 5,6%.

L'activité a été marquée par une importante croissance en Italie +17% et un niveau de marge de 5,6% ; par une décroissance du chiffre d'affaires de 13% sur la zone Belux avec une rentabilité opérationnelle stable à 4,2% ; par une reprise de la croissance interne du chiffre d'affaire sur l'Espagne/Portugal (+2,5%) et une marge opérationnelle courante en nette amélioration à 8,8%.

Les autres produits et charges opérationnels constituent une charge pour 528 K€ en forte amélioration par rapport au premier semestre 2012 (1 303 K€) composée principalement du coût des actions gratuites pour 402 K€, des charges non récurrentes pour le solde.

Le résultat opérationnel s'établit donc à 5 587 K€ en hausse de 7,6% contre 5 190 K€ un an plus tôt.

Le résultat financier est une charge de 139 K€ vs 301 K€ en 2012. L'amélioration provient principalement des produits financiers liés aux plus-values dégagées au cours du semestre.

La charge d'impôt s'élève à 2 406 K€ dont 2 324 K€ d'impôts exigibles (2 396 au S1 2012) et 82 K€ d'impôts différés soit un taux facial d'impôt effectif de 44%. Les impôts exigibles se décomposent en 1 289 K€ de CVAE/IRAP et 1117 K€ d'impôts sur les bénéfices.

Le résultat net atteint 3 042 K€ au premier semestre 2013 soit 3,1% du chiffre d'affaires (contre 2 243 K€ au premier semestre 2012 soit 2,3%) en hausse de 35,6%. Le résultat par action s'élève quant à lui à 0,23 euros pour les 13 003 635 actions (nombre d'action total déduction faite de l'autodétention) à comparer aux 0,16 euros pour les 13 753 953 actions à la fin du premier semestre 2012.

Analyse de la situation financière consolidée

Le **total du bilan** consolidé au 30 juin 2013 s'établit à 180,6 M€ contre 167,2 M€ au 31 décembre 2012. Les principales variations sont les suivantes :

Les **écarts d'acquisition** s'élèvent à 70 095 K€ vs 64 511 K€. La différence se justifie par le rachat d'intérêts minoritaires sur Aubay Italie ainsi que l'intégration de BSC.

Les **créances clients** s'établissent à 65,3 M€ au 30 juin 2013 à comparer à 59,2 M€ au 31 décembre. L'augmentation du poste client est à rapporter au changement de périmètre Le délai moyen d'encaissement (DSO) reste inchangé par rapport à l'année précédente avec un délai de 92 jours.

Le **cash disponible** ressort à 9,0 M€ contre 15,1 M€ six mois plus tôt.

La **situation nette** d'un montant de 86,6 M€ est quasi stable d'un exercice à l'autre. Néanmoins, il est à noter les principales variations suivantes :

- Prise en compte du résultat net de 3,0 M€,
- Versement d'un dividende aux actionnaires pour 1,0 M€,
- Elimination d'actions propres et des paiements fondés sur actions pour 1,3 M€,

La **dette financière brute** s'élève à 16,2 M€ contre 14,9 M€ au 31 décembre 2012. Au cours du semestre, il a été tiré une nouvelle ligne de 2 M€ pour financer en partie les titres Aedian acquis au 30 juin. En contrepartie, il a été remboursé 1,4 M€ sur les emprunts existants.

Organisation

La filialisation des activités portugaises juridiquement organisées sous la forme d'un établissement permanent de la filiale espagnole Aubay Spain (filiale à 100% de Aubay SA) a été engagée au cours du premier semestre 2013. Cette opération qui permettra à terme de « loger » toutes les activités portugaises dans une filiale directe à 100% de Aubay SA n'était pas finalisée au 30 juin 2013, mais devrait l'être pour la fin d'exercice 2013.

Rachat de minoritaires, prise de participation ou cession d'entreprise, fusion

Rachats de Minoritaires

Aubay a procédé au rachat d'une participation minoritaire dans le capital de sa filiale italienne Aubay Italie, portant sa participation de 88% à 94%. La solde de capital non détenu n'est plus désormais qu'entre les mains du dirigeant fondateur, Paolo Riccardi.

Prise de participation

La filiale italienne de Aubay SA, Aubay Italie, a procédé à une prise de participation portant sur 60% du capital de la société turinoise Blue Sof Consulting (BSC).

Blue Sof Consulting, société présente depuis une quinzaine d'années sur le marché de l'IT Italien, présente une complémentarité forte tant géographique que sectorielle avec les activités déjà existantes du Groupe en Italie :

- **Géographique** : Blue Sof Consulting permet à Aubay de s'implanter à Turin avec un effectif de près de 130 collaborateurs, tandis que les activités de Aubay à Milan et à Rome se verront respectivement renforcées par 110 et 20 collaborateurs.
- **Sectoriel** : l'acquisition ouvre un accès privilégié aux secteurs stratégiques de l'assurance, de l'énergie et de l'industrie puisque Blue Sof Consulting compte notamment parmi ses clients Allianz, Groupe Generali, IntesaSP, Carige, Zurich, Fon SAI ainsi que Magneti Marelli, Groupe Fiat, Ferrero et EON. Blue Sof Consulting jouit également de liens commerciaux historiques dans le secteur des télécoms.

Le chiffre d'affaires annuel 2012 s'élève à 16,5 M€ et il est prévu du même ordre en 2013. Les dirigeants fondateurs accompagneront l'intégration dans le groupe sur au moins 3 exercices. L'acquisition, entièrement financée en numéraire, donne lieu à une intégration comptable à partir du 1er avril 2013.

A la faveur de cette opération, Aubay devrait générer en Italie un chiffre d'affaires annuel pro-forma en 2013 de l'ordre de 57 M€ pour un effectif de 900 collaborateurs.

Au 30 juin 2013, le groupe Aubay n'exerçait pas d'influence notable sur la société Aedian et de ce fait n'a pas à la consolider.

Cessions de Participation/Cession de branches d'activités

La participation détenue par Aubay dans le capital de OCTO TECHNOLOGY n'a quasiment pas évolué sur le semestre pour s'établir à peine en dessous de 4,6% à la faveur de la cession de 3254 actions supplémentaires, sur le marché.

Aucune autre opération de cette nature n'est intervenue au cours du premier semestre 2013.

Fusion

Aucune fusion n'est intervenue au sein du groupe au cours du premier semestre 2013.

Principaux Risques et Incertitudes pour les Six Mois Restant de l'Exercice

Les facteurs de risques tels que présentés dans le document de référence publié par la société et déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 12 avril 2013 sous le numéro D.13-0345, n'ont pas subi d'évolution sensible au cours du semestre écoulé.

Evénements Importants Intervenues depuis le 30 Juin 2013

Suivant l'acquisition par Aubay le 20 juin 2013 d'un bloc de contrôle de la société AEDIAN (société cotée sur le compartiment C du marché français de Nyse Euronext à Paris), une offre publique d'achat a été initiée sur le capital de cette société pour un prix par action de 6,80 €. L'acquisition de la totalité des actions porterait le prix d'acquisition à 12,5 M€ au total. Cette opération intervient en numéraire et a nécessité de la part de Aubay la sollicitation d'un prêt bancaire auprès de son pool bancaire habituel, pour un montant de 15 M€ au total.

La société AEDIAN compte près de 500 collaborateurs (dont environ 400 salariés), pour un chiffre d'affaires 2012-2013 (Aedian fonctionne selon un calendrier de clôture décalé au 30 juin) qui s'élève à 36,4 M€.

La première période d'offre, du 25 juillet au 28 août, a permis à Aubay de porter sa détention de capital sur Aedian à 86,2%, étant précisé que Aedian dispose de 5,84% de ses actions en autodétention et que Aubay s'est vu consentir par certains actionnaires des promesses de cessions d'actions à échéance juin 2014 sur 1,05% du capital supplémentaire. De ce fait, le public ne détenait plus, au 4 septembre 2013, que 6,92% du capital de Aedian. L'offre d'achat a donc fait l'objet d'une réouverture, du 6 septembre au 4 octobre pour autoriser Aubay à porter sa participation à 95 voire 100% de Aedian.

Cette opération renforce les activités françaises de Aubay, qui s'appuient désormais sur un effectif d'environ 2.000 collaborateurs générant un volume d'affaires de 156 M€. L'opération permet en outre au groupe d'asseoir sa position d'acteur de référence en France dans ses secteurs d'excellence que sont l'assurance, la banque et la finance en proposant une palette complète d'offres de conseil transverse et métier, projet, qualification, maintenance, infogérance d'exploitation et d'infrastructures.

D'un point de vue comptable, Aedian donnera lieu à une consolidation dans les comptes de sa société mère au 1^{er} septembre courant.

Perspectives pour l'exercice 2013

L'activité économique montre, dans le secteur du groupe, quelques signes encourageants de reprise de dynamisme et les expressions de besoin de la part des clients semblent plutôt orientées à la hausse.

L'ensemble des implantations du groupe constate une amélioration du climat des affaires. En prenant en considération l'intégration comptable de Aedian au 1^{er} septembre 2013, l'objectif de chiffre d'affaires 2013 est porté à 217 M€ pour un résultat opérationnel courant qui devrait approcher 17 M€.

Le Conseil d'administration

COMPTES SEMESTRIELS RESUMES

1. Etat de la situation financière consolidée

ACTIF (en K€)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Ecart d'acquisition	70 095	64 511	64 511
Immobilisations incorporelles	14 536	13 988	13 998
Immobilisations corporelles	2 575	2 418	2 639
Titres mis en équivalence	-	-	-
Autres actifs financiers	5 946	1 518	1 917
Impôts différés actifs	966	1 028	1 315
Autres actifs non courants	69	69	69
ACTIF NON COURANT	94 187	83 532	84 449
Stocks et en-cours	-	2	-
Clients et comptes rattachés	65 258	59 220	59 325
Autres créances et comptes de régularisation	12 164	9 365	8 314
Valeurs mobilières de placement	675	868	835
Disponibilités	8 297	14 229	11 621
ACTIF COURANT	86 394	83 684	80 095
TOTAL DE L'ACTIF	180 581	167 216	164 544

PASSIF (en K€)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Capital	6 592	6 592	6 739
Prime d'émission et réserves consolidées	76 067	72 091	74 459
Résultats net part du groupe	2 978	6 678	2 144
Capitaux propres - part du groupe	85 637	85 361	83 342
Intérêts minoritaires	949	1 001	903
CAPITAUX PROPRES	86 586	86 362	84 245
Emprunts et dettes financières : part à + d'un an	9 837	11 085	12 942
Impôts différés passifs	2	2	2
Provisions pour risques et charges	1 095	1 203	1 309
Autres passifs non courants	2 493	1 191	1 171
PASSIF NON COURANT	13 427	13 481	15 424
Emprunts et dettes financières : part à - d'un an	6 403	3 844	3 994
Fournisseurs et comptes rattachés	14 576	8 714	8 810
Autres dettes et comptes de régularisations	59 589	54 815	52 071
PASSIF COURANT	80 568	67 373	64 875
TOTAL DU PASSIF	180 581	167 216	164 544

2. Compte de résultat consolidé

En K€	30/06/2013	%	30/06/2012	%	31/12/2012	%
Chiffre d'affaires	97 154	100%	97 040	100%	190 396	100%
Autres produits de l'activité	133	-	360	-	559	-
Achats consommés et charges externes	(21 028)	-	(19 907)	-	(38 556)	-
Charges de personnel	(69 220)	-	(69 808)	-	(134 590)	-
Impôts et taxes	(997)	-	(1 081)	-	(2 032)	-
Dotations aux amortissements et provisions	(378)	-	(453)	-	(883)	-
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	-	-	-	-	-	-
Autres produits et charges d'exploitation	451	-	342	-	735	--
Résultat opérationnel courant	6 115	6,3%	6 493	6,7%	15 629	8,2%
Autres produits et charges opérationnels	(528)	-	(1 303)	-	(1 661)	-
Résultat opérationnel	5 587	5,8%	5 190	5,3%	13 968	7,0%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Coût de l'endettement net	(385)	-	(465)	-	(947)	-
Autres produits et charges financiers	246	-	164	-	237	-
Résultat financier	(139)	-	(301)	-	(710)	-
Charges d'impôt	(2 406)	44%*	(2 646)	54%*	(6 383)	48%*
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences	-	-	-	-	-	-
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	3 042	-	2 243	-	6 875	-
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	-	-
Résultat net	3 042	3,1%	2 243	2,3%	6 875	3,6%
Part du groupe	2 978	-	2 144	-	6 678	-
Intérêts minoritaires	64	-	99	-	197	-
Nombre moyen pondéré d'actions	13 003 635	-	13 753 953	-	13 670 078	-
Résultat par action	0,23	-	0,16	-	0,49	-
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	13 075 035	-	13 972 991	-	13 926 178	-
Résultat dilué par action	0,23	-	0,15	-	0,48	-

* Taux facial d'impôts

** Dont CVAE et IRAP pour 1,3 M€.

3. Tableau de flux de trésorerie

En K€	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	3 042	2 243	6 875
Résultat des mises en équivalences	-	-	-
Dotations nettes aux amortissements et provisions	14	346	544
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	(502)	(327)	(138)
Autres produits et charges calculés	-	-	-
Produits de dividendes	(42)	(95)	(95)
Plus et moins-values de cession	34	44	42
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	2 546	2 211	7 228
Coût de l'endettement financier net	385	465	952
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	2 406	2 646	6 383
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	5 337	5 322	14 563
Impôts versés (B)	(2 131)	(3 477)	(5 683)
Variation du B.F.R lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages aux personnels) (C)	(43)	855	2 076
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	3 163	2 700	10 956
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(420)	(1 033)	(1 149)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	19	-	-
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	(4 337)	-	-
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	18	404	758
Variation des prêts et avances consenties	(17)	(34)	36
Incidence des variations de périmètre	(2 928)	-	(679)
Dividendes reçus	42	95	95
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	(7 623)	(568)	(939)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	-	-	-
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options	-	26	26
Rachats d'actions propres en vue d'annulation	(853)	(2 913)	(4 370)
Rachats et reventes d'actions propres	-	-	-
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :	-	-	-
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(1 045)	(1 401)	(2 707)
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-	-
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	2 000	6 090	5 995
Remboursement dettes financières	(1 398)	(5 841)	(7 820)
Intérêts financiers nets versés	(428)	(706)	(953)
Autres flux	-	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financements (F)	(1 724)	(4 745)	(9 829)
Incidence des variations des cours des devises (G)	-	-	-
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	(6 184)	(2 613)	188
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	14 973	14 785	14 785
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8 789	12 172	14 973

4. Variation des capitaux propres part du groupe

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Rnpg	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2013	6 592	72 092	6 678	85 360	1 001	86 361
Augmentation de capital	-	-		0		0
Paievements fondés sur des actions	-	(502)		(502)		(502)
Dividendes	-	(1 045)		(1 045)		(1 045)
Affectation du résultat	-	6678	(6 678)	0	64	64
Résultat net de l'exercice	-	-	2 978	2 978		2 978
Variation titres d'autocontrôle	-	(839)		(839)		(839)
Variation de périmètre	-	-		0	(93)	(93)
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-		0		0
Océane	-	-		0		0
Autres mouvements		(315)		(315)	(23)	(338)
Capitaux propres au 30 juin 2013	6 592	76 069	2 978	85 637	949	86 586

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Rnpg	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2012	7 012	71 136	7 736	85 883	805	86 688
Augmentation de capital	(273)	(2 614)		(2 887)		(2 887)
Paievements fondés sur des actions		(327)		(327)		(327)
Dividendes		(1 401)		(1 401)		(1 401)
Affectation du résultat		7 736	(7 736)	0		0
Résultat net de l'exercice			2 144	2 144	99	2 243
Variation titres d'autocontrôle		56		56		56
Variation de périmètre				0		0
Flux liés aux titres mis en équivalences				0		0
Océane				0		0
Autres mouvements		(127)		(126)	(1)	(127)
Capitaux propres au 30 juin 2012	6 739	74 459	2 144	83 342	903	84 245

Produits et charges comptabilisés en capitaux propres

Résultat net et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Ecarts de conversion			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Eléments qui seront reclassés en résultat			
Ecarts actuariels sur régime de retraite	-10	-61	
Autres incidences			-127
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat	-10	-61	-127
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	-10	-61	-127
Résultat net rappel	3 042	6 875	2 243
Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres part groupe	-10	-61	-127
Résultat global part groupe	3 032	6 814	2 116

5. Annexes des comptes consolidés

Règles et méthodes comptables

Le Groupe Aubay établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 30 juin 2013 telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les comptes intermédiaires sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels. Les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2013 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toutes les informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus conjointement avec le rapport annuel 2012.

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels au 31 décembre 2012. Les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2013 n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe Aubay.

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 11 septembre 2013.

Méthodes de consolidation : La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles Aubay exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice contractuel ou de fait de la direction opérationnelle.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée aux états financiers des sociétés desquelles Aubay exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé de sa quote-part des variations postérieures à l'acquisition des capitaux propres. La participation du groupe comprend le goodwill.

Principes d'arrêtés des comptes : Toutes les sociétés sont consolidées sur la base des comptes semestriels arrêtés le 30 juin 2013 et retraités, le cas échéant, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les sociétés entrantes dans le périmètre sont consolidées au moment du transfert juridique des titres acquis, il en est de même pour les sociétés sortantes. A cet effet, un arrêté comptable des sociétés acquises est réalisé.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères : Toutes les sociétés consolidées étant dans la zone euro, il n'existe pas d'écart de conversion.

Ecarts d'acquisition : L'écart d'acquisition constaté lors d'une prise de participation correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la part du Groupe dans l'actif net retraité de la société acquise. Cette différence de valeur se répartit entre :

- (1) Les écarts d'acquisitions afférents à certains éléments identifiables du bilan qui sont reclassés dans les postes appropriés et suivent les règles comptables qui leur sont propres.
- (2) L'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

L'écart d'acquisition négatif est porté au passif du bilan parmi les provisions pour risques et charges.

Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de valeur annuel fondé sur la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (DCF) et complété par un test de cohérence avec les valeurs de marché. Le test de valeur consiste en l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque entité générant ses flux propres de trésorerie (Unités Génératrices de Trésorerie). L'évaluation de la valeur recouvrable de chaque UGT est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire et prévisionnel, étendus sur un horizon de 5 ans, incluant des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Le taux d'actualisation appliqué s'établit à 11%, unique sur l'ensemble des UGT (zone euro). Le taux de croissance à l'infini est fonction du potentiel de croissance des différentes UGT et est compris entre 2,5% et 5%. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur calculée est comptabilisé en «Autres produits et charges opérationnels».

Frais de recherche et développement : Les frais de recherche et de développement des applications et des produits sont comptabilisés en charge au cours de l'exercice où ils sont encourus, sauf lorsqu'ils remplissent un certain nombre de critères conformément à l'IAS 38 :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- l'intention de l'entreprise d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre,
- la capacité de l'entreprise à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle,
- la capacité de cette immobilisation incorporelle à générer des avantages économiques futurs,
- le fait que l'entreprise dispose des ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle,
- la capacité de l'entreprise à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Licences et logiciels : Les licences et logiciels sont amortis linéairement sur une durée ne pouvant excéder 5 ans à l'exception des logiciels standards de faible valeur qui sont amortis prorata temporis sur l'exercice d'acquisition.

Immobilisations corporelles :

- (1) Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties sur une durée correspondant à leur période prévisible d'utilisation.
- (2) Sauf exception, les plans d'amortissement sont les mêmes que ceux retenus pour les comptes sociaux (hors élément dérogatoire d'origine fiscale).

Le mode d'amortissement principal est le mode linéaire :

Constructions	20 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 5 ans

Créances d'exploitation

(1) Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Trésorerie : La trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles à la vente et qui ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur à court terme. Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition.

Auto-contrôle : Les actions Aubay détenues par la société mère viennent en diminution des capitaux propres consolidés. En cas de cession, le résultat est neutralisé en variation des capitaux propres.

Subventions : Conformément à l'IAS 20, les subventions d'exploitation sont incluses dans le poste « Autres produits et charges d'exploitation ».

Provisions : Le groupe applique les dispositions de l'IAS 37. Cette norme définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur négative pour l'entreprise, c'est-à-dire une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Lors de la comptabilisation d'acquisitions, le groupe peut être amené à comptabiliser des provisions (risques, litiges...) dans le bilan d'ouverture. Ces provisions constituent des passifs qui viennent créer ou augmenter le montant de l'écart d'acquisition. Au-delà du délai d'affectation de 12 mois du bilan d'ouverture, les reprises de provision sans consommation correspondant à des changements d'estimation tels que définis dans les IAS 8 s'effectuent en contrepartie du compte de résultat dans la ligne « Autres produits et charges opérationnels ».

Provisions pour retraite et engagements assimilés : Conformément à l'IAS 19, le groupe comptabilise des avantages à long terme postérieurs au départ à la retraite ou conditionnées par l'accumulation d'années d'ancienneté au sein du groupe tels que les indemnités de départ à la retraite... Ces avantages peuvent revêtir différents types de couvertures :

- Régimes à cotisations définies : en vertu duquel le Groupe verse des cotisations définies auprès d'organismes externes. Les charges sont constatées au fur et à mesure de leur versement.
- Régimes à prestations définies : pour lesquels le Groupe a une obligation vis-à-vis des salariés. Les caractéristiques de ces régimes varient selon la législation et la réglementation applicable dans chacun des pays.

En France, les principales hypothèses actuarielles retenues pour valoriser les obligations liées aux régimes à prestations définies sont les suivantes :

- Age de départ : 67 ans
- Salaire moyen retenu 1/13ème de rémunération annuelle hors primes
- Progression des salaires : 1%
- Charges sociales : 45%
- Taux d'actualisation : 3%
- Taux de rotation : table propre à la société
- Taux de survie d'après la table INSEE 2010

En Italie, la provision correspond aux indemnités légales de fin de contrat (TFR ou *Trattamento di Fine Rapporto*). Ces indemnités sont comptabilisées chaque année sur la base d'une quote-part du salaire brut annuel et sont versées aux employés lors de la fin de leur contrat de travail.

En Espagne et au Belux, il n'existe pas d'engagements de retraite.

Evaluation et comptabilisation des passifs financiers : Les dettes financières à long terme comprennent essentiellement les emprunts auprès des établissements de crédit, les emprunts obligataires et les engagements de rachats de minoritaires. Les emprunts obligataires sont évalués à la date de souscription à leur juste valeur, puis comptabilisés jusqu'à leur échéance selon la méthode du coût amorti. A la date de souscription de l'emprunt, la juste valeur correspond à la valeur des flux de décaissement futurs actualisés au taux du marché. En outre, les frais et les éventuelles primes d'émission sont imputés sur la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la valeur nominale de l'emprunt et sa juste valeur telle que calculée ci-dessus est inscrite en capitaux propres. A chaque période suivante, la charge d'intérêt comptabilisée en compte de résultat correspond à la charge d'intérêt théorique calculée par application du taux d'intérêt effectif à la valeur comptable de l'emprunt. Le taux d'intérêt effectif est calculé lors de la souscription de l'emprunt et correspond au taux permettant de ramener les flux de décaissements futurs au montant initial de la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la charge d'intérêt telle que calculée ci-dessus et le montant nominal des intérêts est inscrit en contrepartie de la dette au passif du bilan. Les engagements d'achat d'intérêts minoritaires fermes ou conditionnels sont assimilés à un rachat d'actions et sont à enregistrer en dettes financières avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires l'année de leurs comptabilisations. Lorsque la valeur de rachat excède le montant des intérêts minoritaires, le solde est comptabilisé en écart d'acquisition. Les montants comptabilisés sont calculés en fonction des engagements pris, principalement sur des multiples de résultat des filiales concernés. Les variations de dettes d'une année sur l'autre ont pour contrepartie les écarts d'acquisition. Le traitement retenu est susceptible d'évoluer en fonction des d'interprétations de l'IFRIC.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires correspond au montant des prestations de services et des ventes de matériels liées aux activités courantes des sociétés consolidées par intégration globale. Le chiffre d'affaires est facturé sur la base des temps effectifs passés par des consultants dans l'exécution d'un contrat. Les résultats sur les contrats au forfait s'échelonnent sur plusieurs exercices constatés selon la méthode à l'avancement. Par ailleurs, si le coût de revient prévisionnel d'un contrat s'avère supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à terminaison est constatée lors de la clôture des comptes.

Autres produits et charges opérationnels : Il s'agit de produits ou charges inhabituels, anormaux et de montants significatifs. Ils incluent la charge annuelle des options de souscription d'actions, les coûts de restructuration, les dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins values de cession...

Options de souscriptions d'actions et actions gratuites : La norme IFRS 2 prévoit la comptabilisation en charge de la juste valeur des stock-options dès leur attribution aux salariés ou aux dirigeants. Les plans concernés sont postérieurs au 7 novembre 2002. Les options sont valorisées à l'aide d'un modèle « Black & Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, les hypothèses de rotation de l'effectif, et le taux d'intérêt sans risque. La valeur exacte des options est figée à leur date d'attribution. Cette valeur est amortie selon le mode linéaire. Les actions gratuites ont été consenties sous conditions de performance. Ces actions font l'objet d'une évaluation à la juste valeur à la date d'octroi.

Impôts sur le résultat : La charge d'impôts est égale à la somme des impôts courants, des impôts différés, de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée sur les Entreprises) et l'IRAP équivalent de la CVAE en Italie. Concernant les impôts différés, il est tenu compte du délai de validité des déficits fiscaux fixé par les législations locales ainsi que des disponibilités d'utilisation des pertes reportables au vu de l'anticipation favorable des entités concernées pour apprécier la recouvrabilité des impôts différés actifs y afférents.

Résultat par action : Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net part du Groupe, retraité du coût financier net d'impôt des instruments dilutifs de dette, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice majoré du nombre moyens d'actions à émettre des instruments dilutifs suivants : options de souscription et actions gratuites dans la monnaie au 30 juin 2013 et obligations convertibles.

Recours à des estimations : L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- les évaluations retenues pour les tests de valeur ;
- la valorisation des paiements en actions ;
- les évaluations des engagements de rachats des minoritaires.

Ces estimations partent d'hypothèses qui sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Notes annexes au bilan

Evolution du périmètre de consolidation au premier semestre 2013

Au cours du 1^{er} semestre, Aubay Italie a pris une participation de 60% dans le capital de société BSC. L'écart d'acquisition calculé de 5,2 M€ tient compte d'une évaluation des 40% restants à acquérir sur la base de trois exercices (2013, 2014, 2015). Cette évaluation repose sur des formules de calcul arrêtées dans le protocole d'acquisition sur base d'hypothèses de résultat. Par ailleurs, il a été comptabilisé 286 K€ d'écart d'acquisition supplémentaire suite au rachat de 6% dans la filiale Aubay Italie portant ainsi sa participation à 94%.

En K€	Début d'exercice	Acquisition/dotations	Cession/reprises	Fin exercice
Valeur brute	82 288	5 584	-	87 872
Amortissement	(17 777)	-	-	(17 777)
Valeur nette	64 511	5 584	-	70 095

Clients et comptes rattachés

En K€	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Valeur Brute	65 946	59 659	59 624
Dépréciation	(688)	(334)	(401)
Valeur nette	65 258	59 325	59 223
Avances et acomptes reçus	-	-	-
Produits constatés d'avance et clients créditeurs	(2 366)	(611)	(641)
Créances clients nettes	62 892	58 714	58 582
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	92	91	92

Opérations sur actions propres au cours du semestre 2013

Nombre d'actions détenues au 01/01/13	28 161
Acquisitions/Cessions 2013	152 810
Nombre d'actions détenues au 30/06/13	180 971

Evolution des provisions

En K€	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Provisions pour litiges	589	802	959
Provisions pour pensions et retraites	506	507	453
Total	1 095	1 309	1 412

Charges d'impôts

En K€	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Impôts exigibles	(2 324)	(2 396)	(5 846)
Impôts différés	(82)	(250)	(537)
Total	(2 406)	(2 646)	(6 383)

Les impôts exigibles se décomposent en 1,0 M€ d'impôts sur

les bénéfices et 1,3 M€ de CVAE et IRAP.

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Impôt différé actif	-	-	-	-
Reports fiscaux déficitaires	711	-	79	632
-Différences temporaires	317	17		334
Total impôt différé actif	1 028	17	79	966
Impôt différé passif	-	-	-	-
-Différences temporaires	2	-	-	2
Total impôt différé passif	2	0	0	2

Emprunts, dettes financières et trésorerie

Au 30 juin 2013

En K€	30/06/2013			2012
	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant
OCEANE	-	-	-	
Emprunt bancaire	16 074	6 237	9 837	14 805
Banques créditrices	166	166	-	124
Autres dettes financières	0	0	-	0
DETTES	16 240	6 403	9 837	14 929
Valeurs mobilières de placement	675	675	-	868
Disponibilités	8 297	8 297		14 229
DISPONIBILITES	8 972	8 972	0	15 097
ENDETTEMENT NET/TRESORERIE NETTE	(7 268)	(2 569)	9 837	168

Au 30 juin 2012

En K€	30/06/2012			2011
	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant
OCEANE	-	-	-	5 638
Emprunt bancaire	16 583	3 709	12 874	10 927
Banques créditrices	285	285	-	461
Autres dettes financières	67	0	67	66
DETTES	16 935	3 994	12 941	17 092
Valeurs mobilières de placement	836	836	-	648
Disponibilités	11 621	11 621	-	14 598
DISPONIBILITES	12 457	12 457	0	15 246
ENDETTEMENT NET/TRESORERIE NETTE	(4 478)	(8 463)	12 941	(1 846)

Trésorerie (en K€)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Disponibilités	8 297	11 621	14 229
Placements à court terme	658	836	868
découverts bancaires	(166)	(285)	(124)
Total trésorerie	8 789	12 172	14 973

Engagements hors bilan

Aucun changement significatif ayant affecté les engagements hors bilan n'est à mentionner.

Transactions avec les parties liées

Aucune transaction significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2013.

Notes annexes au compte de résultat

Evolution de l'activité par zone géographique et par secteur

En M€	30/06/2013		30/06/2012		31/12/2012	
	CA	ROP* % marge	CA	ROP* % marge	CA	ROP* % marge
Groupe	97,2	6,3%	97,0	6,7%	185,6	8,2%
France	57,2	8,2%	59,0	7,2%	118,0	9,3%
International	40,0	5,6%	38,0	7,8%	67,6	8,1%
Corporate		(0,8%)		(0,7%)		(0,6%)

*Résultat Opérationnel Courant

Au 30 juin 2013 (en K€)	France	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	57 230	40 393	(469)	97 154
Autres produits de l'activité	-	133	-	133
Achats consommés	(5 839)	(8 258)	359	(13 738)
Charges externes	(2 929)	(4 476)	115	(7 290)
Charges de personnel	(43 838)	(25 382)	-	(69 220)
Impôts et taxes	(963)	(34)	-	(997)
Dotation aux amortissements	(175)	(201)	-	(376)
Dotation aux dépréciations et provisions	(2)	0	-	(2)
Autres produits et charges d'exploitation	407	49	(5)	451
Total résultat opérationnel courant	3 891	2 224	0	6 115
Résultat sur cession de participations consolidées	-	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(658)	130	-	(528)
Total autres produits et charges opérationnels	(658)	130	-	(528)
Résultat opérationnel	3 233	2 354	0	5 587

*Comprend les coûts du corporate pour 782 K€

Au 30 juin 2012 (en K€)	France	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	59 025	38 222	(207)	97 040
Autres produits de l'activité	246	114	-	360
Achats consommés	(6 605)	(6 043)	198	(12 450)
Charges externes	(2 921)	(4 551)	15	(7 457)
Charges de personnel	(45 291)	(24 517)	-	(69 808)
Impôts et taxes	(1 051)	(30)	-	(1 081)
Dotation aux amortissements	(238)	(212)	-	(450)
Dotation aux dépréciations et provisions	(3)	0	-	(3)
Autres produits et charges d'exploitation	350	(2)	(6)	342
Total résultat opérationnel courant	3 512	2 981	0	6 493
Résultat sur cession de participations consolidées	-	-	-	-

Autres produits et charges opérationnels	(1 079)	(224)	-	(1 303)
Total autres produits et charges opérationnels	(1 079)	(224)	-	(1 303)
Résultat opérationnel	2 433	2 757	0	5 190

*Comprend les coûts du corporate pour 714 K€

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Banque	43%	45%	46%
Assurance	18%	15%	15%
Administration	10%	12%	12%
Services/Utilities	10%	10%	10%
Industrie	9%	7%	7%
Télécom	7%	9%	9%
Commerce et Distribution	3%	2%	1%

Charges de personnel

En K€	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Rémunérations du personnel	48 172	48 598	96 206
Charges sociales	20 999	20 982	38 314
Dotation nette aux provisions pour retraite	49	174	70
Total	69 220	69 754	134 590
CA	97 154	97 040	190 396
Ratio Coût perso/CA	71,2%	71,9%	70,7%

Effectif fin de période	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
France	1 509	1 545	1 502
Bélux	280	312	299
Italie	915	670	666
Espagne	208	212	207
Total	2 912	2 739	2 674

Productif	2 714	2 552	2 496
% productif	93%	93%	93%
Administratifs et commerciaux	198	187	178
Total	2 912	2 739	2 674

Autres produits et charges opérationnelles

En K€	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Options de souscription d'actions	(402)	(650)	(839)
Charges non récurrentes	(126)	(611)	(822)
Plus et moins-values de cessions d'actifs	-	(42)	-
Dépréciation d'actifs	-	-	-
Profits/Pertes de réévaluation	-	-	-
Divers	-	-	-
Total	(528)	(1 303)	(1 661)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUBAY SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 12 septembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

BCRH & Associés

Philippe SOUMAH

Jean-François PLANTIN

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J’atteste que, à ma connaissance, les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d’activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l’exercice »

Philippe Rabasse

Directeur Général du Groupe Aubay